

# HARKIS : LE TÉMOIGNAGE DE TATIANA CAPUOZZI-BOUALAM

**Vice-présidente de Montpellier Agglomération, présidente déléguée à l'Insertion par l'Économie, Tatiana Capuozzi-Boualam revient sur la qualité de l'accueil des Harkis à Montpellier depuis 30 ans.**

## LES HARKIS, UNE HISTOIRE

Nous sommes Français de parents originaires d'Algérie du nord ; nos pères ont combattu en tant que supplétifs dans l'armée française contre les indépendantistes algériens.

Le statut du 7 novembre 1961 en donne une définition. « Les harkis sont les membres de formations supplétives dites harkas attachées à un corps de troupe, pour tout ce qui concerne l'encadrement, le contrôle et l'administration de leurs personnels ».

**« Les accords d'Évian du 19 mars 1962 n'avaient rien prévu. Les familles de harkis ont ressenti un cruel sentiment d'abandon. »**

Harka est un mot arabe qui signifie : le mouvement. Pendant la guerre d'Algérie : c'est la formation de supplétifs, levée pour renforcer l'action des unités régulières. Les harkas sont constituées à partir du 8 février 1956.

Quand fut proclamée l'indépendance de l'Algérie, la survie de ces hommes et de leurs familles a été mise en péril. C'est pour cela que le rapatriement des supplétifs et de leurs familles s'est



fait dans l'urgence et brutalement. Des milliers d'hommes et de femmes ont été abandonnés à leur sort au péril de leur vie. Les accords d'Évian du 19 mars 1962 n'avaient rien prévu. Les familles de harkis ont ressenti un cruel sentiment d'abandon. Arrivés en France dans des conditions difficiles, on les a isolés, puis installés dans des baraquements et des villages de tentes, sous la direction de militaires qui assuraient l'intendance (alimentation, vêtements, scolarité). Ce furent des lieux de rassemblement.

Depuis 1970, nombreux furent les problèmes posés par un rapatriement difficile : mesures prises dans l'urgence, confinement dans d'anciens camps militaires

(Bias, Saint-Maurice de Lardiose, Près Saint-Jean, Larzac...) inadaptés à la situation des familles, avec des barbelés, des baraquements, des contraintes... et dans des cités HLM à la périphérie des grandes villes ; nombreux furent les facteurs qui ont coupé une partie de cette population de la société environnante, avec un repliement sur le village, phénomène de ghetto. Voilà ce que furent les premières années de vie sur le sol français.

## LA DETTE DE LA FRANCE

Ces situations obligent les enfants de harkis (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> générations) à revendiquer des mesures générales en réparation des

### TATIANA CAPUOZZI-BOUALAM CV EXPRESS

- Née le 10 février 1964 en Arles  
Mariée, 3 enfants  
Petite nièce du Bachaga Boualam
- 1990 : Maîtrise en Sciences économiques  
Aix-en-Provence
- 1998 : D.E.A. Sciences politiques  
Université de Montpellier 1  
Faculté de Droit
- 2000-2002 :  
→ Membre du Conseil économique et social Paris, section des Relations Extérieures  
Nommée par Lionel Jospin  
→ Vice-présidente du Comité National de suivi plan Harki (Paris, Délégation des Rapatriés)  
Nommée par Elisabeth Guigou  
→ Médiatrice sociale et culturelle
- 2003-2004 : Professeur d'Économie et de Sociologie Politique  
Lycée Mas de Tesse à Montpellier

préjudices subis. Ils demandent le plus souvent à la France de s'acquitter de la dette morale et matérielle envers la première génération. Ils exigent, pour la plupart, l'obtention de postes en contrat de droit public. Ce serait une preuve de reconnaissance, de dignité, d'honneur...

Dans les lieux de forte concentration de Harkis, on vérifie les premières réactions de mécontentement. Une population en souffrance. Mais quelle aide apporter, sans définir leurs particularités et leurs besoins ?

## DES DIFFICULTÉS D'INSERTION RENFORCÉES

La logique d'enfermement dans laquelle on a maintenu longtemps ces familles, n'a pas permis d'observer une réussite des nombreuses politiques mises en œuvre par les Secrétaires d'Etat ou les Délégués aux rapatriés qui se sont succédés. Quand on évoque la question des enfants de harkis, on parle rarement de ceux qui ont socialement réussi. On évoque surtout le cas de ceux qui sont encore en situation de précarité : revenus très faibles, habitats groupés, chômage élevé, logés chez les parents...

Le contexte économique et social d'aujourd'hui ne favorise pas de bons résultats. Les situations de chômage et le problème de loge-

ment ne sont pas spécifiques à ce groupe de population. Ils s'étendent aux autres Français. Mais il est vrai, quand même, que nous vérifions dans toutes les familles de Harkis un taux de chômage plus élevé.

La plupart du temps, les jeunes de la seconde génération prennent leur sort en main, souhaitent réaliser l'unité de leur mouvement et apparaître comme des interlocuteurs responsables.

Une population souvent prise au piège de l'assistanat et qui oscille entre revendications identitaires et effort d'insertion.

Reviennent toujours les mêmes questions :

Doit-on considérer qu'ils échappent aux droits communs ?

Doit-on prévoir des mesures spécifiques ?

Il me semble que la « discrimination positive » qu'apporteraient des aides spécifiques risquerait de créer encore plus de problèmes sociaux, économiques, et se traduirait à terme par de la « discrimination négative ».

## MONTPELLIER, UNE CITÉ D'INTÉGRATION

Pour m'être occupée de ce public, par le biais d'un poste de médiateur, mis en place par la Préfecture de Région et la DDTEFP de Montpellier, j'ai

très rapidement rencontré dans le cadre de ma mission, ceux de chez nous qui avaient des problèmes d'emploi et de logement.

Venant de la région « PACA », où était installée toute ma famille. En effet, elle vivait à Mas Thibert, à 17 km de la ville d'Arles, sur des étendues de terrains loin dans la campagne, dans des préfabriqués installés, où d'autres familles de Harkis étaient regroupées. Nous étions éloignés de la vie de la cité.

Contrairement à ce que j'ai pu vivre en Arles, des efforts importants ont été faits sur Montpellier pour loger les familles dans la ville de Montpellier (Fontcouverte, La Rauze, La Grappe). Ces personnes se trouvaient ainsi dans un environnement humain existant. Elles étaient voisines des populations d'accueil, ce qui n'est pas négligeable.

Il est incontestable qu'après l'urgence des années soixante, une politique volontariste a été menée sur Montpellier pour intégrer les Harkis et leurs enfants. Le projet de déménagement de la dernière cité de transit (La Grappe), prévoyant un relogement dans le nouveau Montpellier, en est l'exemple contemporain. En effet, dans le quartier

**« Il est incontestable qu'après l'urgence des années soixante, une politique volontariste a été menée sur Montpellier pour intégrer les Harkis et leurs enfants. »**

Odysseum en plein développement, la résidence Botticelli offre à ces familles des logements neufs et individuels, avec une politique de location accession, à des prix très intéressants. Quand on connaît le prix du foncier, on ne peut être que satisfait, et reconnaître le sérieux et le respect qui leur a toujours été accordé.

Aujourd'hui, face aux dérives communautaristes de certaines associations d'enfants de Harkis, il émerge une demande récur-

rente de la plupart des membres de la dernière génération : celle d'une insertion individuelle dans la communauté nationale. Cet état d'esprit ne signifie pas pour autant que ces jeunes veu-

**« Aujourd'hui, face aux dérives communautaristes de certaines associations d'enfants de Harkis, il émerge une demande récurrente de la plupart des membres de la dernière génération : celle d'une intégration individuelle dans la communauté nationale. »**

lent s'éloigner de leurs parents, puisque cette histoire collective appartient à chacun et à tous.

Il est important sur Montpellier comme ailleurs, que des réponses soient apportées à ces nouvelles requêtes, dans la mesure où elles constituent le socle d'une véritable intégration républicaine. Face aux orientations contestables de petits groupes, il est indispensable que les pouvoirs publics ne cèdent pas à la mode des « discriminations », qui ronge actuellement les fondements de la République.

Si j'ai une demande à faire, c'est que l'on cesse de faire du misérabilisme. C'est ainsi que l'on honorerait avec beaucoup de respect, ceux qui pour la plupart nous ont quittés. Eux, sont restés silencieux sur leur passé et sur les conditions de leur rapatriement sur le sol français, au moment où leur malheur était total.

Je me souviens du triste regard qu'avait mon père, qui n'osait pas parler de cette période, qu'il gardait en lui comme un secret enfoui.

Ce changement de mentalité de nos responsables politiques, depuis longtemps en vigueur sur Montpellier, est le meilleur moyen de lutter contre le dernier tabou attaché à nos familles et à beaucoup d'autres Français : la guerre d'Algérie. ♦



Tatiana Capuozzi-Boualam fait de l'insertion des jeunes une des priorités de son action au sein de l'Agglomération. Elle a lancé plus de vingt chantiers-écoles depuis 2002, comme celui du domaine de Fondespierre à Castries.